

Panama Papers : un enfer fiscal



Fuite de milliers de documents datant de 1970 à 2015, des centaines de sociétés offshore dressant une liste noire mondiale des paradis fiscaux. C'est l'affaire Panama Papers, affaire qui a fait la une de la presse internationale mais qui, pour celles et ceux qui ne l'auraient remarqué, est passée sous silence.

Ces mots sont donc dédiés à la paresse, pour ne pas dire volonté générale et généralisée, de couvrir un sujet mettant en danger, femmes et hommes politiques, personnalités connues, et firmes incontestables.

L'affaire

Dimanche 3 avril, une enquête menée par plus de 100 journaux dévoile les dessous du système d'offshore grâce à plus de 11.000 documents provenant d'un cabinet panaméen d'avocats (Mossack Fonseca) et publient le nom de centaines de personnes : dirigeants politiques, directeurs d'entreprises, hommes/femmes d'affaire et ... des vedettes sportives et cinématographiques.

Que portaient ces documents ?

Une liste de propriétaires de comptes off-shore, autrement dit des placements délocalisés d'argent à l'étranger. Dans le monde de la finance, il faut penser à la notion de **paradis fiscal**. En effet, les places financières dites offshore permettent d'émettre des titres avec beaucoup moins de contraintes. Il faut savoir que les placements de capitaux dans un pays offshore permettent de bénéficier d'une fiscalité avantageuse, voire parfois nulle. Ce qui n'est pas une ...bonne chose. Les lanceurs d'alerte ont donné des noms, puis c'est à la

Justice nationale, internationale d'en déterminer les conséquences d'une telle fraude.

Cela dit, parmi les personnes listées, on trouve le nom de plusieurs chefs d'État en exercice comme le président argentin Mauricio Macri, le premier ministre islandais Sigmundur Davið Gunnlaugsson, le président ukrainien Petro Poroshenko. Et sans surprise, on trouve également le président des Émirats arabes unis Khalifa bin Zayed bin Sultan Al Nahyan ainsi que son homologue, le roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdulaziz Ben Abdulrahman Al Saud. Sans oublier des personnalités comme David Cameroun, Michel Platini, Lionel Messi, etc.

Ces personnes ont donc contourné délibérément la législation en utilisant des moyens illégaux, manière de s'enrichir, d'éviter de payer des impôts, de se construire un paradis sur le dos de citoyens et citoyennes.

Une colère...

Quand les Riches s'enrichissent et que les pauvres plongent dans la misère, dans un gouffre interminable, dans l'ombre dans la vie, de la faim, de la peur d'aujourd'hui et de demain.

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon dans « *Les paradis fiscaux, création de la classe dominante* » présentent la classe dominante dans sa dimension oligarchique d'aujourd'hui mettant en avant que l'arme qui asservit les peuples aujourd'hui, et hier d'une autre manière est celle la fraude fiscale de la classe dirigeante, libérale, capitaliste. Ils définissent les paradis fiscaux

comme « une création de la classe dominante pour empêcher de comprendre que la fraude fiscale est une pratique systémique de la classe oligarchique, qui ne veut plus contribuer à une quelconque solidarité avec les peuples. Les membres de cette classe veulent la liberté du renard dans le poulailler planétaire, sans que le citoyen ordinaire ne puisse s'imaginer qu'il est le dindon de cette farce fiscale ».

Que dire ? Que penser ?

La manière dont les oligarques se sont appuyés sur des idéologies manipulatrices se croyant au dessus de tout, du ciel, des classes, du système, de nous et d'eux ne relève que d'une seule et même critique, la critique redondante du système, de la haute bourgeoisie, de la soumission du prolétariat, de l'asservissement d'un peuple et de la démocratie représentative qui n'est plus représentative, qui ne l'a jamais été.

Mais, posons nous la question autrement, demandons nous comment la masse des personnes qui n'échappent pas quant à elles à l'impôt peut-elle accepter cette fraude fiscale ? Pourquoi n'y a-t-il pas de révoltes ? Avons nous une idée des ces montagnes diaboliques, comprenons-nous le secret de cette évasion fiscale même après la publication de cette enquête « *Panama Papers* » ? En réalité, non, car la classe dominante a instrumentalisé le secret, elle l'a sacré. Si aujourd'hui, tout comme hier, nous n'avons pas pris position – oui, vous

diriez que j'écris mais je n'agis pas – c'est bien parce que ce secret, cet accès est quelque peu interdit, illicite, illégal, dangereux. Nous avons peur, peur de comprendre, d'agir de critiquer et certains ont peur de savoir.

Mais ...

Brisons la peur, rien que la peur du savoir, prenant conscience - et non ce n'est pas une vieille routine d'une gauche qui a toujours vendu des espoirs vivant dans un monde de « bisous-nous » - mais prenant conscience pour agir, bien agir.

« *Le savoir est une arme* », on nous répète alors ne faisons pas de l'argent une arme... commençons par cela, rien que par cela...

Et finalement...

Regardons le paradis fiscal suivant notre position. Personnellement, je le considère comme un enfer... Et vous ?

Lausanne, le 1^{er} mai 2016
ZA, citoyenne du monde

Article rédigé le 1 mai, à l'occasion de la journée internationale du travail, pour se rappeler des luttes précédentes, pour s'en inspirer, pour continuer la lutte, toutes les luttes ...